

Ueber die Frage der Stellung des Rüstungschefs ist im Nationalrat eine Interpellation eingereicht worden. Wer schon seit längerer Zeit mit eidgenössischer Politik beschäftigt ist, weiss, dass seinerzeit eine parlamentarische Kommission die Mirage-Angelegenheit behandelt hat. Die damaligen Untersuchungen gipfelten in der Schlussfolgerung, dass eine andere Ordnung in bezug auf die Evaluation militärischer Projekte getroffen werden müsse. Das hat man getan mit der Schaffung der Stelle eines Rüstungschefs. Bei der Organisation des Militärdepartements im Jahre 1968 war dies ein Schlüsselpunkt der Beratungen. Nun werden wir angesichts der Erfahrungen, die wir gemacht haben, die Sache neu überprüfen und dann befinden, ob hier eine Aenderung eintreten muss oder nicht. Ich möchte in diesem Zusammenhang betonen, dass das Militärdepartement auf eigene Rüstungsbetriebe angewiesen ist; denn wir besitzen in der Schweiz keine umfassende privatwirtschaftliche Rüstungsindustrie.

Ich glaube, es geht nun darum, dass der Ständerat von diesen Ausführungen Kenntnis nimmt. Persönlich hoffe ich, dass das Nora-System schliesslich doch noch auf zufriedenstellende Weise realisiert werden kann.

**Präsident:** Wir haben keinen Beschluss zu fassen. Unser Rat nimmt von diesem Zwischenbericht Kenntnis.

76.014

## Militärische Bauten und Landerwerbe Ouvrages militaires et acquisitions de terrain

Botschaft und Beschlussentwurf vom 11. Februar 1976 (BBl I 857)  
Message et projet d'arrêté du 11 février 1976 (FF I 857)

Antrag der Kommission  
Eintreten

Proposition de la commission  
Passer à la discussion des articles

M. Péquignot, rapporteur: L'arrêté fédéral concernant des ouvrages militaires, des acquisitions de terrain et des demandes de crédits additionnels, selon le message du Conseil fédéral du 11 février 1976, porte sur les crédits d'ensemble suivants: projets de construction: 391 740 000 francs; acquisitions de terrain: 12 millions de francs; crédits additionnels pour couvrir les frais dus à des compléments et au renchérissement: 25 750 000 francs. Tous ces objets sont compris dans le plan financier du Département militaire fédéral pour la période allant de 1975 à 1979.

Selon planification, ces projets chargeront le budget militaire des tranches annuelles approximatives suivantes: 30 millions en 1976, 80 millions en 1977, 90 millions en 1978, 85 millions en 1979. Il restera alors pour les années subséquentes une somme de 144 millions environ.

Lors de la séance qu'elle a tenue à Thoune, votre commission a été renseignée en détail sur les différents objets. Elle a également visité l'emplacement prévu pour la reconstruction du parc des automobiles de l'armée à Thoune qui, avec une somme de 61 millions de francs est l'un des ouvrages les plus importants de la liste.

Dans la discussion générale, la mention habituelle de l'indice zurichois des prix à la construction a été critiquée. Cette méthode pourrait laisser croire que l'on se satisfait de cet indice, souvent faux, pour justifier les dépassements de crédit d'une part et se féliciter des économies réalisées lorsque le coût final est inférieur à l'indice de

référence d'autre part. Des explications reçues, il est ressorti clairement que l'indice zurichois n'est pas déterminant et surtout qu'il ne crée aucun droit. Il est le seul instrument du genre et reflète approximativement la tendance générale des prix dans la construction, mais on pourrait sans autre renoncer à le mentionner. L'élément déterminant, lors de l'adjudication, c'est la compétition de la concurrence, c'est aussi l'application de l'ordonnance sur les soumissions.

Quant au problème du renchérissement, il se présente sous deux aspects dans deux phases successives: il y a d'abord le renchérissement qui peut intervenir entre le moment où le devis est élaboré et celui où les travaux sont exécutés. L'administration des constructions fédérales admet que, dans cet intervalle, le prix de la construction peut augmenter sans qu'elle ait les moyens de procéder à un contrôle objectif et absolu de l'évolution. C'est ici que l'indice zurichois fournit un moyen de comparaison approximatif.

Après l'adjudication, le renchérissement résulte uniquement des factures des entrepreneurs, des fournitures, etc. Cette deuxième phase peut alors être dominée de façon tout à fait objective. Pour chaque ouvrage, il est établi un tableau décomposé en tranches semestrielles, avec indication de la hausse enregistrée. Le crédit supplémentaire résulte des adjudications, d'une part, des factures de renchérissement d'autre part et non pas de l'application pure et simple de l'indice zurichois.

Un autre problème soulevé en commission est celui de l'aménagement de places de parc pour garer les voitures privées des militaires qui entrent en service. Est-il juste que de telles places de parc soient installées aux frais de la Confédération pour les seules commodités des militaires qui pourraient très bien rejoindre leur lieu d'entrée en service par le moyen des transports publics? C'est ainsi que pour l'objet n° 223, «Installation de tir pour la place de Payerne», une somme de 660 000 francs est prévue pour l'aménagement d'une telle place de parc. Le cas n'est pas unique car, depuis un certain nombre d'années déjà, l'habitude a été prise d'aménager des places de parc pour les voitures des soldats et des recrues. Il a fallu prendre des mesures pour mettre de l'ordre dans un parcage sauvage qui devenait gênant pour les collectivités publiques voisines des places d'armes. Le service de l'instruction s'est trouvé devant la nécessité d'aménager des places qui répondent à la protection de l'environnement et qui permettent à ces nombreux véhicules d'être garés dans l'ordre et sans importuner personne. La mesure la plus simple et la moins coûteuse serait d'interdire d'entrer en service avec son véhicule privé. Mais il n'existe aujourd'hui aucune prescription qui permettrait une telle interdiction et, compte tenu de l'ampleur prise par cette pratique, cette interdiction serait difficile à réaliser. C'est du moins l'avis du chef de l'instruction et votre commission semble s'y être ralliée.

La place d'armes de Kloten-Bülach se trouve au milieu d'une zone de construction. Dès lors est-il judicieux de prévoir son agrandissement et sa réfection pour une somme de 38 millions de francs, selon l'objet sous n° 224? «Oui», répond le Département militaire fédéral, l'intérêt des places d'armes de Kloten et de Bülach n'a pas diminué; au contraire, elles sont devenues le centre des troupes de transmission. Les ennuis du point de vue transmission à cause de la proximité de l'aéroport de Kloten sont négligeables. L'emplacement actuel est relativement favorable. Aujourd'hui, on aurait énormément de peine à découvrir quelque part des terrains qui pourraient recevoir une nouvelle place d'armes analogue, d'autant plus que l'une de ces deux places est aussi occasionnellement occupée par des cours de répétition qui utilisent des chars. Déplacer ces installations reviendrait à priver les troupes de transmission d'un établissement double de haute qualité, tout en privant aussi des troupes de chars de la possibilité de travailler sur des pistes qui existent dans cette

région et que l'on ne trouve pas ailleurs. L'investissement proposé est donc justifié.

Pour l'ensemble des projets d'ouvrages militaires qui figurent dans l'appendice 1 du message, seuls deux d'entre eux auront une répercussion sur l'effectif du personnel, soit trois personnes en plus dont une pour l'aménagement de la place de tir du Petit-Hongrin, projet n° 222, et deux pour l'agrandissement et la réfection de la place d'armes de Kloten-Bülach, projet n° 225.

Au nom de votre commission unanime, je vous propose d'entrer en matière et d'accepter *in globo* le projet d'arrêté fédéral tel qu'il figure à la page 49 du message, texte français. Entre-temps, nous avons reçu la proposition de M. Munz, de telle sorte que l'acceptation *in globo* est remise en cause. Je vous propose donc d'entendre d'abord l'explication de M. Munz pour revenir éventuellement sur le projet n° 26 qui fait l'objet de la contestation.

**Munz:** Es ist für ein Ratsmitglied, das nicht der Militärkommission angehört, nicht ganz einfach, hier einen Antrag zu stellen und eine einzelne Position aus dem Objektverzeichnis gemäss Anhang I herauszugreifen. Wenn ich dazu gekommen bin, diesen Antrag zu stellen, so aus dem Grunde, weil ich gestern im Gespräch mit einzelnen Mitgliedern der Militärkommission gewisse Zweifel daran bekommen habe, ob diese Position wirklich zum unabdingbar Notwendigen gehöre und ob sie wirklich in einer Art und Weise geklärt sei, dass man rund 30 Millionen für diese unterirdische pharmazeutische Fabrikations- und Lageranlage heute bewilligen könne und müsse. Ich habe in diesem Gespräch auch erfahren, dass die Militärkommission – aus durchaus verständlichen Gründen – nicht dazu gekommen ist, in dieser Sache einen Augenschein durchzuführen, sondern dass man dieses Objekt einfach aufgrund der Unterlagen behandelt hat. Sie finden in der Botschaft des Bundesrates die Ausführungen zu dieser Einzelposition Nr. 26 auf den Seiten 14–16 (nach deutschem Text). Ich muss Ihnen gestehen, als ich das gelesen habe, sind meine Zweifel nicht etwa kleiner geworden. Hier kommt doch zum Ausdruck, dass man sozusagen von einer Verlegenheitslösung zur anderen geraten ist. Ich bin nicht ganz frei vom Zweifel, ob das, was uns jetzt proponiert wird, letzten Endes nicht auch wieder diesen Stempel trägt; weil man glaubte, nichts mehr anderes machen zu können, stellt man noch diesen Antrag. In der heutigen Situation, wo wir verpflichtet sind, die Finanzvorlagen jeder Sorte sehr genau zu prüfen, damit nur wirklich Notwendiges und nicht auch noch Wünschbares unternommen wird, schien es mir geboten, diese Position 26 aus dem Objektverzeichnis (gemäss Anhang I) an den Bundesrat zurückzuweisen. Das ist der Inhalt meines Antrages. Wenn Sie diese Position aus diesem Objektverzeichnis herausgreifen, dann reduziert sich der Betrag gemäss Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe a des Bundesbeschlusses von 391 740 000 auf 362 360 000 Franken.

Ich darf vielleicht doch das eine oder andere Mitglied der Militärkommission bitten, zu dieser Sache Stellung zu nehmen. Die Mitglieder der Militärkommission sollten besser orientiert sein als die sogenannten militärischen Laien in unserem Rate. Ich danke Ihnen.

**Präsident:** Ich nehme an, Sie stossen sich nicht daran, wenn wir diese Detailfrage jetzt gerade, also schon beim Eintreten, behandeln. Der Bundesbeschluss hat die gewohnte Kürze, so dass daraus keine besonderen Probleme entstehen.

**M. Péquignot, rapporteur:** Bien que la commission n'ait pas pris connaissance de la proposition de M. Munz, je peux quand même comme rapporteur préciser que, en effet, lors de la séance de la commission, cet objet n'a pas été longuement discuté. Cependant, il nous a été présenté comme la meilleure utilisation possible d'un ouvrage déjà en chantier. Je crois que, dans l'exercice d'économie auquel le Conseil des Etats se livre depuis deux semaines,

le projet choisi par M. Munz ne me paraît pas être le meilleur. Pourquoi? Parce qu'il s'agit en effet de tirer parti de quelque chose qui existe déjà. L'histoire remonte après la guerre; lors d'une explosion, on a changé d'affectation un objet militaire du temps de la guerre en pensant d'abord à en faire un hôpital souterrain. Certains crédits ont déjà été utilisés pour cet aménagement et maintenant, à cet emplacement-là, il y a des travaux de construction qui ont été exécutés par étape, des voies d'accès, l'installation de réservoirs et différents éléments d'infrastructure. Il y a même un crédit de 10 millions de francs qui ne sera pas utilisé vu le changement d'affectation. Et en prévoyant maintenant d'installer à cet endroit-là un ouvrage souterrain pour la production et l'entreposage de produits pharmaceutiques, il semble bien qu'on a adopté une solution rationnelle permettant de tirer profit d'investissements déjà importants consentis dans cette région. On nous a dit également que cet ouvrage serait mis à disposition du délégué à la défense nationale économique, qui est intéressée à cet ouvrage, et que, pour une fois, ce délégué à la défense nationale économique profiterait des crédits du Département militaire fédéral. Il y a donc ici une sorte de liaison entre un service de l'armée, d'une part, et un service de la défense nationale économique, d'autre part. Cet aménagement permettrait également d'éliminer bien des entrepôts qui se trouvent disséminés sur le territoire suisse, d'entreposer dans de meilleures conditions et, en cas de guerre également, de fabriquer à cet emplacement différents produits destinés aussi bien à l'armée qu'à la population civile. C'est la raison pour laquelle, en mon nom personnel, je trouve que cet exercice est mal choisi et je vous propose de maintenir cet objet. J'aimerais également que le chef du Département militaire fédéral nous dise dans quelle tranche annuelle ces 29 380 000 francs sont prévus, puisque – je vous le rappelle – ces crédits sont planifiés et que l'ensemble de ces sommes ne sont pas à dépenser immédiatement. Personnellement, je ne sais pas à quel moment il a été prévu d'incorporer ce montant d'environ 30 millions dans les dépenses du Département militaire fédéral.

**Muhlem:** Der Antrag Munz ist von zwei Überlegungen getragen, die man folgendermassen zusammenfassen könnte: Einmal äussert er gewisse Bedenken mit Bezug auf das genannte Bauobjekt; und zum zweiten legt er eher allgemeine finanzpolitische Überlegungen dar.

Eine Bemerkung zum ersten Punkt: Ich bin Mitglied der Militärkommission und habe also an der Beschlussfassung mitgewirkt. Ich muss Ihnen aber offen gestehen: Wenn man zu überlegen beginnt, wo eigentlich gespart werden soll, was wirklich höchste Priorität ist und was man mit gutem Gewissen auch im Bereich «Militär» vorläufig zurückstellen könnte, dann ist der Antrag Munz in meinen Augen annehmbar. Persönlich werde ich ihm zustimmen, obwohl ich weiss, was es bedeutet, wenn man in einer Kommission früher eine andere Auffassung vertreten hat; aber man darf sich eines Besseren belehren lassen.

Es gibt aber eine zweite Motivation, die Herr Munz, wenn auch weniger deutlich, vorgetragen hat. Diese würde ich von meiner Betrachtung aus in den Vordergrund stellen, nämlich Überlegungen der allgemeinen Finanzpolitik. Wenn ich die neuesten Zahlen der Fiskaleinnahmen analysiere – ich habe es in ähnlicher Art getan wie unser Präsident der Finanzkommission –, muss man feststellen: Es ist erschreckend, wie unser Staatshaushalt einem dauernd wachsenden Defizit entgegengeht. Ich muss Ihnen offen gestehen, diese Überlegung hat mich nach längerer Abwägung zur Überzeugung gebracht, dass wir auch beim EMD irgend etwas tun müssen. Wenn wir schon letzte Woche an ausgewählten, z. T. kleineren Vorhaben ein «Nein» beschlossen haben, dann müssen wir uns grundsätzlich mit der Frage auseinandersetzen, warum wir denn so selektiv, so eklektisch – einige Leute nennen es wahllos – Nein sagen. Dies hängt eben wesentlich mit der staatsrechtlich geordneten Art der Beratungen im schweizeri-

schen Parlament zusammen. Wir sind dauernd und nur mit Einzelproblemen konfrontiert; unsere Beschlussfassung erfolgt anhand von konkreten Projekten und Vorlagen. Das ist nach meiner Überzeugung der Grund, dass man eine politische Tendenz nur an konkreten Projekten sichtbar machen kann. Die Grundtendenz geht heute offensichtlich dahin, dass wir alle überzeugt sind, unsere Staatsausgaben irgendwo und irgendwann in Griff nehmen zu müssen.

Man hält uns sehr oft entgegen, wir sollten doch genau sagen, wo man sparen soll. Der Antrag Munz bezieht sich nun eben auf ein solches konkretes Objekt. Ich gehe aber noch etwas weiter und meine, man werde ganz allgemein, Herr Bundespräsident, meine Herren Kollegen, die Projekte noch viel genauer überprüfen müssen. Ich war sehr froh, dass der Herr Kommissionssprecher u. a. auf unsere Diskussion bezüglich der Parkplätze hinwies. Wir stehen vor der Tatsache, dass der Bund auf seine Kosten bei militärischen Ausbildungsstätten Parkplätze erstellt, damit die mit Fahrzeug einrückenden Wehrmänner Platz zum Abstellen ihrer Privatfahrzeuge finden. Ich habe mich nach der Kommissionssitzung nochmals mit dem Problem befasst und bin heute restlos überzeugt, dass für solche Zwecke kein Geld mehr zur Verfügung gestellt werden darf. Es ist Sache des Departements, beim Vollzug unserer Beschlüsse die Angelegenheit nochmals eingehend zu prüfen. Ich erkläre Ihnen aber rundweg, ich sehe nicht ein, weshalb wir in der heutigen Zeit Hunderttausende, ja Millionen von Franken bereitstellen, um Parkflächen zu bauen, damit die Wehrmänner eine gewisse Konvenienz haben. Ich könnte mich nur dort dazu bereiterklären, wo abgelegene Orte als Ausbildungs- und Schiessplätze dienen. Ich kann mich aber nicht identifizieren mit derartigen Ausgaben dort, wo öffentliche Verkehrsmittel unsere Wehrmänner, auch die Herren Offiziere, hinführen können.

Es kommt dann die rechtliche Frage. Ich will sie hier nicht weiter verfolgen. Aber in der Praxis, bei WK-Truppen zumindest, ist die Sache sehr einfach: Die örtliche Behörde erklärt, sie habe keine Parkplätze, wenn die Wehrmänner einrücken und sie werde polizeilich keine Dauerparkierung über Tage hinweg dulden. Was bleibt dann anderes übrig als den Wehrmännern mitzuteilen: Wenn ihr mit einem Fahrzeug kommt, müsst ihr irgendwo, gegebenenfalls weit abgelegen, einen privaten Parkplatz selbst suchen.

Ich glaube, es ist unsere unangenehme Aufgabe, den Finger dorthin zu halten, wo auch im EMD noch Sparserven sind. Die Zeit – und damit schliesse ich – ist vorbei, wo wir öffentliche Gelder eigentlich nur zur Konvenienz gewisser Wehrmänner zur Verfügung stellten.

Damit möchte ich wünschen, dass der Antrag Munz auch Ihre Zustimmung findet.

**Honegger:** Ich gehöre auch der Militärkommission an. Ich mache auch kein Hehl daraus – Sie können das im Protokoll nachlesen –, dass ich bereits in der Kommission Mühe hatte, dem Antrag des Bundesrates zuzustimmen. Es ist wirklich etwas Aussergewöhnliches, dass im Jahre 1961 ein Kredit für 22,8 Millionen Franken gesprochen wurde, um ein unterirdisches Basisspital zu errichten. Und heute kommt nun der Bundesrat zum Schluss, dass diese Variante nicht durchführbar sei und dass man nun dieses unterirdische Basisspital in einen pharmazeutischen Fabrikationsbetrieb umfunktionieren solle. Man steht einfach etwas unter dem Eindruck, dass bereits Mittel investiert wurden, und zwar in einer Richtung, die sehr wahrscheinlich falsch war, und dass man deshalb nun aus dem Investierten das Beste herausholen möchte. Leider fehlte der Militärkommission einfach die Zeit, an Ort und Stelle einmal nachzusehen, ob das, was jetzt der Bundesrat vorschlägt, sinnig und zweckmässig ist. Sie haben selbst festgestellt, dass auch in der Botschaft die Gründe doch eher etwas mager ausgefallen sind. Ich habe dafür Verständnis, weil man im militärischen Bereich in den Botschaften natürlich nicht alles an die grosse Glocke hängen kann. Aber auch in der Militärkommission waren die Auskünfte, die wir erhielten, doch auch eher etwas mager. Ich habe heute,

nach erneutem Studium dieser Angelegenheit, das Bedürfnis, dass der Bundesrat die Zweckmässigkeit und Notwendigkeit dieser neuen Investitionen nochmals überprüft. Wenn der Bundesrat zum Schluss kommt, dass das Geld da richtig angelegt ist und dass diese pharmazeutische Fabrikationsstätte nun notwendig und auch am richtigen Ort ist, dann wird die Militärkommission nochmals Gelegenheit haben, zu diesem Geschäft Stellung zu beziehen. Ich würde dann sehr wünschen, dass die Militärkommission auch an Ort und Stelle eine Überprüfung vornimmt. Ich glaube also nicht, dass sehr viel passiert, von der militärischen Seite her betrachtet, wenn der Bundesrat jetzt dieses Geschäft nochmals überdenkt. Wir haben auch in der Militärkommission erfahren, dass der Bundesrat an Ort und Stelle sich die Sache auch angesehen hat. Auch das deutet doch darauf hin, dass der Bundesrat sehr wahrscheinlich nicht so ganz sicher war, ob das nun ein zweckmässiger Mitteleinsatz ist. Deshalb wäre ich persönlich der Meinung, dass dem Antrag Munz zugestimmt werden darf.

**Luder:** Die Militärkommission hat bei ihrer diesjährigen Besichtigung sich auf diejenigen Objekte konzentriert, die betragsmässig am meisten im Vordergrund standen. Das war Thun. Sie sehen aus dem Objektverzeichnis, dass die vorgesehenen Bauten in Thun gegen 100 Millionen Franken, auf weite Sicht gesehen, an Aufwendungen erfordern werden. Dass es nicht möglich ist, sämtliche Objekte zu besichtigen, dürfte allen klar sein, die bereits jemals in solchen Kommissionen mitgemacht haben. Persönlich glaube ich nicht, dass eine Besichtigung zu wesentlich anderen Schlüssen geführt hätte.

Das Problem liegt an einem anderen Ort. Was an der Vorlage dieses Objektes unerfreulich ist, ist bereits «vorbei», nämlich die Tatsache, dass das Projekt, ein Spital einzurichten, nicht gelungen ist. Wir haben uns heute nur damit zu befassen: Soll nun an dessen Stelle ein neues Projekt, diese Fabrikationsanlage für die Pharmazie, weitergeführt werden oder nicht? Anhand der Unterlagen und der Diskussion hat die Militärkommission beschlossen, dieser Fabrikationsanlage, über die unsere Armee einfach nicht verfügt, zuzustimmen.

Vom militärischen Standpunkt aus kann ich Ihnen als Präsident der Militärkommission so wenig wie Herr Péquignot einen anderen Antrag stellen. Wir haben auch nicht Gelegenheit gehabt, zum Antrag Munz Stellung zu nehmen. Etwas anderes ist die finanzielle Frage. Wir sind in der gleichen Situation wie der Ständerat bereits in der letzten Woche dreimal gewesen ist. Ich komme um den Eindruck nicht herum, dass hier die militärische Seite nicht so im Vordergrund steht wie man das vielleicht dartut. Wenn Sie aus finanziellen Gründen etwas tun wollen, dann entzieht sich das der Fachkompetenz der Militärkommission, dann muss ich es dem Rat selber überlassen, ob er diese Zurückweisung an den Bundesrat vornehmen will.

**Bundespräsident Gnägi:** Gestatten Sie mir zu dieser Frage fünf Bemerkungen.

Die erste betrifft die finanziellen Auswirkungen dieser Botschaft. Sie wissen, es geht um Objektkreditbegehren von zusammen 391 Millionen Franken für militärische Bauten und Einrichtungen; im zweiten Teil um Objektkredite von 12 Millionen für zwei Landerwerbe, und im dritten Teil um 25,7 Millionen Franken für zwanzig teuerungsbedingte Zusatzkreditbegehren. Alle Vorhaben sind im Finanzplan des Eidgenössischen Militärdepartements, Planperiode 1975 bis 1979, enthalten. Beim Zahlungsbedarf der Rüstungsbedürfnisse von insgesamt 4,7 Milliarden Franken, über die wir in der Militärkommission des Nationalrates wie derjenigen des Ständerates noch sprechen werden, sind für Bauten 1,6 Milliarden vorgesehen gegenüber ursprünglich 1,79 Milliarden Franken. Wir sind also bei den Bauten für die Planungsperiode bereits zurückgegangen, so dass wir das Projekt, das wir eigentlich verwirklichen sollten, nicht realisieren können.



Zweitens: Die neuen Bauvorhaben sind unter Berücksichtigung der konjunkturpolitischen Massnahmen nach Bedürfnis und Dringlichkeit sowie nach dem Stand der technischen Vorbereitungen ausgewählt. Mit Bundesratsbeschluss vom 1. April 1976 wurden im Dringlichkeitsverfahren 6,4 Millionen Franken für Detailprojektierungen freigegeben, und dies aus konjunkturpolitischen Überlegungen heraus. Die Finanzdelegation der eidgenössischen Räte hat diesem Verfahren zugestimmt. Die Auswahl der Bauvorhaben nimmt auch Rücksicht auf eine möglichst ausgewogene regionale Verteilung. Ich wurde gefragt, ob das Projekt Blausee-Mitholz in diesen 6,4 Millionen Franken enthalten sei. Im Entwurf zum Bundesbeschluss sind die Projekte nicht einzeln dargelegt, indem es einfach heisst: 27 Objekte. Jedenfalls sind diese Vorhaben in der Planung enthalten. Herr Ständerat Péquignot hat erklärt, dass gemäss Planung die hier zur Diskussion stehenden Projekte die kommenden Voranschläge des Militärdepartements mit folgenden Tranchen belasten werden: mit 30 Millionen Franken im Jahre 1976, mit 80 Millionen Franken im Jahre 1977, mit 90 Millionen im Jahre 1978 und mit 85 Millionen im Jahre 1979. Der Rest kommt später.

In diesem Zusammenhang möchte ich bemerken, dass dieses Projektverzeichnis nicht verglichen werden kann mit einem Technorama oder mit einem rechtsvergleichenden Institut oder mit einem ganz klaren, nur ein Projekt umfassenden Vorschlag. Hier geht es darum, den Rahmen einzuhalten. Wir müssen die Projekte entsprechend ihrer Priorität aufnehmen. Ich stelle fest, dass für das laufende Jahr noch 300 000 Franken unter den Betrag von 6,4 Millionen Franken fallen. Im Fall einer Zurückstellung würde somit auch die vorzeitige Projektierung zurückgestellt, so dass wahrscheinlich kein anderes Geschäft an dieser Stelle mehr aufgenommen werden könnte. Das wollte ich doch hier zur Klarstellung noch sagen.

Viertens: Die Herren der Militärkommission haben eine 188 Seiten umfassende Broschüre erhalten, die genau über das Projekt orientiert. Es handelt sich bei dieser Broschüre um eine geheime Beilage, über die wir nicht öffentlich Auskunft geben, weil es sich dabei um militärische Anlagen handelt. Auf den Seiten 77-80 dieser Broschüre ist jedoch alles Wünschenswerte aufgeführt.

Was ist hier wesentlich? Es handelt sich hier um ein Projekt, das dem Bundesrat und mir selber als Vorsteher des Militärdepartements einige Sorgen bereitet hat. An der betreffenden Stelle wurde seinerzeit bekanntlich ein Munitionsmagazin errichtet, das 1941 durch eine Explosion zerstört wurde. Der betroffenen Gegend sicherte man dann zu, es werde dort kein Munitionsdepot mehr erstellt werden. Im Jahre 1961 entschloss man sich, ein unterirdisches Militärspital einzurichten. Darin sah man noch eine Möglichkeit, diese «Bauleiche» einem Verwendungszweck zuzuführen. Als ich dann die Leitung des Militärdepartements übernahm, habe ich mich ebenfalls im einzelnen mit diesem Projekt befasst, worauf schliesslich festgestellt werden musste, dass sich das Vorhaben nicht verwirklichen lässt. So hat denn die Militärdelegation des Bundesrates, wie das in der Botschaft dargelegt ist, am 11. Mai 1976 beschlossen, unter anderem wegen der Standortfrage, auf die Errichtung eines Militärspitals zu verzichten. Man kam vielmehr zum Schluss, es sei dort eine unterirdische Fabrikationsanlage für Pharmazeutika einzurichten, weil die heute vorhandenen Installationen ungenügend und veraltet sind. Die geplante Produktionsanlage liegt ebenfalls im Interesse des totalen Sanitätsdienstes, den wir aufzuziehen im Begriffe sind. Wenn Sie somit dieses Projekt zurückstellen, wird ein Zahn im Getriebe unseres totalen Sanitätsdienstes fehlen.

Fünftens: Die Bemerkung, die ich hier anbringe, gehört in den Zusammenhang von Ziffer 3. Solche Objektkredite legen wir Ihnen periodisch vor. Wie gestaltet sich nun die finanzplanerische Übersicht? Darüber wird ebenfalls im geheimen Bericht auf Seite 189 Auskunft gegeben. Entscheidend ist, dass rund 300 Millionen Franken in den Voranschlag aufgenommen werden. Man kann also nicht hier

Kürzungen vornehmen, sondern wird den Voranschlag entsprechend kürzen müssen. 1967 hatten wir einen Ueberhang von 751 Millionen Franken mit einem Verhältnis von 4,3. Wir hatten also einen Vierjahresbedarf als Ueberhang. Das haben wir heruntergenommen. Mit der Erhöhung der Kredite kommen wir jetzt, im Jahre 1976, zu einem Ueberhang von 949 Millionen Franken mit einem Verhältnis von 2,9, so dass wir hier für rund drei Jahre Objektkredite bewilligen. Ich glaube, das entspricht ungefähr der Flexibilität, die wir haben müssen, um die notwendigen Verschiebungen vornehmen zu können.

Zum Schluss möchte ich folgendes sagen: Auch ich habe grosses Verständnis für diese Sparübungen, denn ich weiss, was es bedeutet, eine Vorlage, wie sie jetzt der Nationalrat behandelt hat, im Volke durchzubringen. Ich muss Ihnen aber doch aus innerer Überzeugung erklären: Gegenüber dem Militärdepartement sind nun wirklich keine Demonstrationen mehr notwendig. Ich werde Gelegenheit haben, heute nachmittag im Nationalrat die Zuwachszahlen von neun Sparten – leider habe ich das Papier nicht hier, sonst würde ich es auch hier vorlesen – bekanntzugeben. Wir haben beim Militärdepartement von 1965 bis 1975 eine Zuwachsrate von 70 Prozent. Es gibt eine Sparte mit einem Zuwachs von 435 Prozent. Das Brutto-sozialprodukt hat von 1965 bis 1975 auf 120 zugenommen. Soll mir nun einer sagen, dass das Militärdepartement mit 70 Prozent Zuwachs, bei einem Brutto-sozialzuwachs auf 130 Prozent etwa überbietet hätte. Das hat es nicht! Ich muss es Ihnen überlassen, was Sie hier für einen Entscheid fällen wollen. Nach meiner persönlichen Auffassung handelt es sich hier um ein wesentliches Projekt. Ob diese Kürzungsübung hier am Platz ist, das überlasse ich Ihnen.

#### *Begrüssung – Bienvenue*

**Präsident:** Soeben haben unsere Gäste, die Delegierten des israelischen Parlamentes, der Knesseth, auf der Tribüne Platz genommen. Herr Delegationschef, meine Herren, ich heisse Sie im Namen des Ständerates herzlich willkommen; willkommen in unserem Land und in unserem Rat. Wir freuen uns darüber, dass Sie unsere Einladung angenommen haben und danken Ihnen dafür. Im Mai des vergangenen Jahres ist eine Gruppe von Schweizer Parlamentariern beeindruckt und begeistert aus Israel zurückgekehrt. Ich hoffe sehr und wünsche Ihnen, dass Ihr Aufenthalt in unserem Land ergiebig und angenehm sein werde. Wie sehr der Ständerat Ihrem Land und Ihrem Volk mit Sympathie begegnet, mögen Sie aus der folgenden kleinen Schilderung entnehmen: Die Resolution der UNESCO vom 18. November hat uns empört. Bei der Budgetberatung vom 3. Dezember 1974 wurde überraschend der Antrag gestellt, unseren Beitrag an die UNESCO um 10 Prozent zu kürzen. Der Antrag wurde mit 29 zu 3 Stimmen begeistert angenommen, und der Nationalrat ist uns gefolgt.

Herr Delegationschef, meine Herren, wir sind nun acht Tage Ihre Gastfreunde. Ich berichtete Ihnen über jene Budgetberatung, damit Sie erkennen, die Ständeräte waren schon vorher Ihre Freunde. Schalom. (Beifall)

**M. Morier-Genoud:** Après les explications détaillées qui nous ont été données tant par M. le conseiller fédéral que par le président de la commission, j'ai beaucoup de peine à comprendre le bien-fondé de la proposition de M. Munz. Pourquoi s'attaque-t-on plus précisément à cet objet n° 26, qui concerne peut-être un secteur vulnérable mais qui me paraît important: le service sanitaire? A vrai dire, j'ai un peu le sentiment qu'animés du désir, justifié en soi,

de faire des économies, on prend des objets au hasard pour faire un exemple et je me demande si ce souci d'économies s'exerce véritablement judicieusement au sein de notre Conseil.

M. le conseiller fédéral a rappelé que cet objet ne pouvait être comparé à Technorama, par exemple, ou à l'Institut de droit comparé. C'est exact et si, pour ma part, je reste convaincu de l'utilité de l'urgence de la création d'un institut de droit comparé, ce n'est pas parce que cet objet a été écarté que, dans un esprit de revanche, je serais tenté de m'opposer à ce crédit concernant des constructions pour le service sanitaire.

C'est pourquoi, en présence d'une proposition qui encore une fois ne me paraît absolument pas justifiée, car elle vise à supprimer un crédit qui concerne un service sanitaire et l'entreposage de produits pharmaceutiques, je vous propose de l'écarter et de voter ce crédit, comme les autres crédits qui concernent des objets beaucoup plus importants à l'égard desquels votre souci d'économies ne paraît pas se marquer.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen*  
Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles

#### Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

#### Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Munz

Abs. 2 Buchst. a

Buchst. a ... Fr. 362 360 000.–

(Nr. 26 des Objektverzeichnisses gemäss Anhang I wird an den Bundesrat zurückgewiesen)

#### Art. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Munz

Al. 2 let. a

Let. a ... Fr. 362 360 000.–

(N° 26 de la liste des objets selon annexe I est renvoyé au Conseil fédéral)

**Präsident:** Hier liegt ein Abänderungsantrag Munz vor. Das Wort wird nicht mehr gewünscht.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag Munz

22 Stimmen

Für den Antrag der Kommission

12 Stimmen

#### Art. 2, 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes

33 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

75.507

**Motion des Nationalrates (Nauer). Waffenhandel**

**Motion du Conseil national (Nauer).**

**Commerce d'armes**

Beschluss des Nationalrates vom 4. März 1976

Décision du Conseil national du 4 mars 1976

#### Wortlaut der Motion

Für den privaten Kauf von Waffen besteht keine einheitliche Bundesregelung. Den fünfundzwanzig verschiedenen kantonalen Ausführungsbestimmungen steht lediglich ein äusserst mageres, nicht einmal von allen Kantonen unterzeichnetes Konkordat gegenüber. Nachdem in Grossinserraten bereits auf Discountebene Waffen verschiedenster Art angeboten werden, drängt sich eine zeitgemässe Waffengesetzgebung auf eidgenössischer Ebene auf.

Der Bundesrat wird daher beauftragt, eine Vorlage auszuarbeiten, die den Waffenhandel in den Kantonen einheitlich regelt.

#### Texte de la motion

La Confédération n'a pas établi de réglementation uniforme s'appliquant à l'achat d'armes par des particuliers. Outre les dispositions d'exécution édictées par les vingt-cinq cantons, il n'existe qu'un concordat extrêmement sommaire qui n'a même pas été signé par tous. Dans de grandes annonces, on offre actuellement à vendre des armes de toutes sortes à des prix exceptionnellement bas (discount); il importe par conséquent de créer rapidement une législation fédérale sur la vente d'armes, qui soit adaptée aux exigences actuelles.

Le Conseil fédéral est chargé de préparer un projet de loi visant à réglementer de manière uniforme la vente des armes dans tous les cantons.

**Herzog, Berichterstatter:** Ich setze den Text und Wortlaut der Motion Nauer vom 9. Dezember 1975 als bekannt voraus. Es wird der Bundesrat beauftragt, eine Vorlage auszuarbeiten, die den Waffenhandel in den Kantonen einheitlich regelt.

Unsere Vorberatende Kommission hat sich sehr eingehend mit den in der Motion aufgeworfenen Fragen befasst und sich mit den bisherigen Regelungen des Waffenhandels auseinandergesetzt. Der Motionär, Nationalrat Nauer, beanstandet, dass die heutige Regelung des Waffenhandels zu liberal gehandhabt wird und keinen Schutz vor Missbrauch bietet. Es fehle die einheitliche wegweisende Bundesregelung.

Dazu ist zu sagen: Seit 1944 besteht ein Konkordat über den Waffenhandel. Dieses Konkordat sieht ein Waffenhändlerpatent und einen Erwerbsschein für Faustfeuerwaffen vor. Der Erwerbsschein wird an gewisse Kategorien von Personen nicht abgegeben. Zusätzlich enthält das Konkordat ein Verkaufsverbot für automatische Feuerwaffen. Der Beitritt der Kantone zu dieser Vereinbarung erfolgte seinerzeit nur zögernd. 1968 beschloss die Justiz- und Polizeidirektorenkonferenz, das Konkordat derart zu ergänzen, dass der Begriff «Waffe» anders umschrieben

## Militärische Bauten und Landerwerbe

### Ouvrages militaires et acquisitions de terrain

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1976
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	11
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	76.014
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	24.06.1976 - 08:00
Date	
Data	
Seite	313-317
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 008

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.